

Retour sur insurrection. Sur l'interprétation de Mai 68 (I)

- 14 janv. 2019
- Par [Etienne Balibar](#)

• Les notes que je propose ici sont trop longues, trop compliquées pour communiquer au lecteur une idée simple et claire de ce qu'on doit placer sous ce nom qui est une date : « Mai 68 ». Et pourtant elles seront encore trop courtes pour apporter les preuves de tout ce que je vais devoir avancer. J'ai toujours pensé que « Mai 68 » désignait en effet un *événement*, mais je n'ai jamais cru qu'il fût possible d'en donner une description ou une définition unifiée. Cela ne correspondait pas à mon expérience. Je vois cet événement comme une conjonction dont, à mesure que le temps passe, et que les mythes s'accumulent, il est de plus en plus important de restituer les composantes dans leur complexité réelle. Et même, tout en rassemblant pour la circonstance mes souvenirs et mes réflexions, en les comparant avec ce que d'autres ont proposé, j'en suis venu à la conclusion que ce qu'il fallait avant tout exposer était cette complexité même, de telle façon, sans doute, que certaines lignes de force deviennent perceptibles, mais sans imposer à la multiplicité des composantes le tracé d'une « diagonale » permettant de les hiérarchiser. Une telle diagonale ne pourrait procéder que d'une décision à la fois réductrice et arbitraire. Je proposerai donc simplement, suivant un certain ordre, mais de façon intrinsèquement discontinue, une série de *sept considérations*.

Le plan de publication est le suivant : (I) Historicité de l'événement – Révolution, contre-révolution – Mouvements décalés : une synthèse disjonctive ; (II) Centralité du système scolaire ? – Crise de l'Etat national-social – (III) Qu'est-ce que la « politique » ? – Une « révolution culturelle » ?

Historicité de l'événement

En 1984, Deleuze et Guattari publièrent un court article « commémoratif » sous le titre « Mai 68 n'a pas eu lieu », dans lequel ils relevaient « l'incapacité de la société française à assimiler Mai 68 ». Ils en concluaient qu'il s'était agi d'un « événement pur », indépendant de tout enchaînement de causes et d'effets.^[1] « Assimiler » peut évidemment s'entendre soit au sens de la compréhension, soit au sens de la digestion et de l'incorporation : les Français n'ont toujours pas compris ce qui leur était arrivé ; ils n'arrivent toujours pas à s'en accommoder. Des années plus tard, en 2007, le Président de la République (Nicolas Sarkozy) déclara qu'il « voulait en finir avec l'héritage de Mai 68 », décrit comme un ferment de « relativisme moral » empoisonnant la pensée de la nation. L'année suivante, dans un interview donné en compagnie de Judith Revel au journal *Libération*, Jacques Rancière répondait : « il n'est vraiment pas nécessaire de liquider Mai 68, la Gauche s'en est chargée depuis longtemps ».^[2] Ce qui ne l'empêchait pas de suggérer que « le plaisir d'une métamorphose politique » pourrait toujours revenir, comme certains signes semblaient l'annoncer. Ces voix déjà sont diverses. A quoi bon les multiplier ? La vraie question ici, c'est : *que pourrais-je en dire moi-même ?* Elle appelle aussitôt cette autre : *d'où parlé-je, de quelle « place » ou quelle « position » ?* Je ne puis me contenter de répéter ce qu'une fois j'ai écrit pour conclure la préface que j'avais rédigée pour une traduction de l'essai d'Althusser sur les « Appareils Idéologiques d'Etat » (un *après-coup* de l'événement « Mai 68 » émanant d'un auteur qui en avait été notoirement absent) : « le *soixante-huitard* impénitent que je suis certainement resté... »^[3] Et je ne peux

pas non plus me contenter de dire : « j’y étais », ne serait-ce que parce que j’en connais, y compris parmi mes amis, qui rétorqueraient aussitôt : oui, tu y étais, mais *au mauvais endroit*... Je dirai simplement qu’une partie de ma vie intellectuelle s’est passée à ruminer les traces, les questions que Mai 68 et ses lendemains avaient laissées pendantes. Je n’ai plus le temps devant moi, désormais, d’en différer l’examen, ne serait-ce qu’à mon usage personnel. Et je reviendrai chemin faisant sur la question de la définition et de la localisation des « places » qui se juxtaposent au sein de l’événement. Libre à chacun d’y acquiescer ou d’y apporter des correctifs.

Traces et questions : elles font partie de ce que, dans un livre qui a fait date, Kristin Ross a appelé les « vies ultérieures » ou les « survivances » (*afterlives*) de Mai 68.^[4] Le pluriel est important, et d’abord parce que des acteurs et des témoins ont proposé des « vérités » antithétiques et mêmes antagonistes, dont aucune ne peut être disqualifiée *a priori*. Le Secrétaire Général de la CGT et négociateur de Grenelle en 68, Georges Séguy, qui reprit à son compte la phrase attribuée à Maurice Thorez en 36 : « il faut savoir terminer une grève », l’a encore affirmé dans ses mémoires et ses entretiens, peu avant sa mort : « la situation en 68 n’était pas révolutionnaire ».^[5] Mais pour les « gauchistes » de différentes tendances, ceci ne reflète précisément rien d’autre qu’une *trahison historique*, qui aurait contribué à *empêcher* la situation de *devenir* révolutionnaire. Les règlements de comptes *a posteriori* ne sont donc pas près de finir, et les historiens professionnels eux-mêmes y ont part. Je pense que la série des récits et des interprétations contradictoires recouvre une question plus profonde, à laquelle je vais revenir, qui est celle des *divisions internes* de l’événement : un événement « partagé », au double sens du terme, que ses acteurs *ont « fait » ensemble*, en particulier contre le même adversaire (le « pouvoir gaulliste »), *mais non pas en commun*, ou de façon *communautaire*. D’où l’héritage lui-même divisé : seule une fiction d’objectivité nous épargnerait la nécessité de *prendre parti, point par point*, dans la contradiction, mais il n’est pas possible pour autant de délivrer des conclusions définitives, éternellement valables.

Je n’en conclus pas moins que nous devons essayer de *construire l’historicité* de « Mai 68 », sans nous fixer *a priori* de limites de temps et d’espace, sans projeter un schéma préétabli sur les forces, les discours, les actions qui se cristallisent et s’affrontent au sein de l’événement. Et par conséquent nous commencerons par nous poser la question du type d’événement dont il s’agit. Le nommer « pur » ne ferait ici que répéter la question. Mon postulat de méthode consistera à rechercher à la fois des continuités et des discontinuités, des effets irréversibles et des résultats provisoires, des possibilités avortées et des conséquences à long terme. Je poserai aussi qu’il faut s’intéresser à la différence de ce qui est « dominant » et qui – vu d’une certaine place – est le plus spectaculaire, et de ce qui – vu d’une autre place – est dominé ou demeure imperceptible parmi les actions du moment. Je le ferai en invoquant deux figures dialectiques classiques : l’opposition de la révolution et de la contre-révolution, la division interne du mouvement.

Révolution, contre-révolution

Revenons à l’opposition des deux énoncés : « la situation n’était pas révolutionnaire », « la révolution a été trahie ». Elle comporte de nombreuses variantes qui ont ceci de commun qu’elles révèlent une véritable obsession de l’idée de révolution parmi les acteurs, témoins, commentateurs, partisans et adversaires de mai 68. Particulièrement dignes d’intérêt sont toutes les formules qui associent un jugement sur les événements de mai 68 avec une interrogation sur ce qu’est une « révolution ». *S’il y eut une révolution en 68, ce ne fut peut-être pas celle qu’on attendait* (Castoriadis parle de « révolution anticipée »). Ou encore : *s’il*

n'y eut pas de révolution en 68, c'est peut-être qu'on l'a cherchée là où elle n'était pas (Raymond Aron parle de « révolution introuvable »). Le mieux est sans doute de prolonger l'incertitude qu'exprimèrent bien certains contemporains (Edgar Morin : « révolution sans visage », donc méconnaissable – il est vrai que cela veut dire aussi : révolution *anonyme*, sans leadership). Reste qu'une révolution interrompue ou avortée n'est pas la même chose qu'une révolution impossible ...

Mais qu'est-ce qu'une révolution ? Des commentateurs aussi différents entre eux que Jacques Rancière et Immanuel Wallerstein ont soutenu que le terme de comparaison adéquat pour mai 68 ne doit pas être la « Grande Révolution » française de 1789 (même si certaines formes d'assemblée permanente en proviennent indirectement), ou la « Révolution communiste » d'Octobre 1917 (même si la rhétorique marxiste et léniniste a été extrêmement répandue, surtout chez les étudiants et les intellectuels), mais plutôt le « printemps des peuples » et l'insurrection « sociale » de 1848. Leurs raisons ne sont pas les mêmes. Rancière observe la résurgence d'un langage de l'émancipation et de l'égalité inventé par les prolétaires parisiens de la première moitié du 19^{ème} siècle (au vrai fort différents de leur définition marxiste postérieure) ; Immanuel Wallerstein fait de 1848 et de 1968 deux moments-clés dans l'histoire du « système-monde capitaliste », aux conséquences d'autant plus durables qu'ils n'ont pas affecté véritablement (en tout cas pas également) la *détention du pouvoir politique*, mais transformé en profondeur la *culture politique* de toute la société, pour « ceux d'en haut » comme pour « ceux d'en bas ». J'aurai l'occasion de revenir plus bas au jugement de Rancière, lorsque je discuterai la dimension radicalement démocratique de 68. Pour l'instant, je voudrais explorer les implications de la thèse de Wallerstein, à laquelle il a donné la forme d'une provocation : la *révolution majeure* au 20^{ème} siècle n'est pas la révolution d'Octobre (et pas non plus, bien entendu, celle qui en renverse les effets : la « révolution de velours » de 1989, mettant fin aux régimes de « socialisme réel »), c'est la *Révolution de 68*, dont la signification infléchit toute la trajectoire du siècle.^[6] En premier lieu 68 aurait représenté une mutation dans la forme et les objectifs des « mouvements antisystémiques ». En second lieu il s'agirait d'un événement ayant d'emblée un caractère *mondial* (et non pas simplement local), sous la forme d'une *chaîne insurrectionnelle* qui traverse les frontières. Ces deux aspects, évidemment, sont liés.

La thèse de Wallerstein, c'est que les révoltes et les soulèvements de la fin des années 60 (qu'on peut nommer « 68 » au sens large), de Berkeley à Mexico, du Japon à l'Allemagne, de la France et de l'Italie à Prague et à Varsovie, de Dakar au Caire, à la Palestine, etc. (laissons de côté pour l'instant les cas atypiques, mais cruciaux, de la *révolution culturelle chinoise* et de l'*unité populaire* chilienne), *visent à la fois les pouvoirs hégémoniques* dans le « système monde » (bourgeoisies, Etats capitalistes), qu'il appelle « la droite », *et la « vieille gauche »* (ce qui inclut les partis au pouvoir dans les Etats socialistes, héritiers d'une vague révolutionnaire antérieure qui s'est installée au pouvoir à son tour, et les mouvements ou partis en Occident et dans le Tiers Monde dont l'idéologie et les dirigeants, à des degrés divers, s'inspirent du « socialisme réel »). Cette vieille gauche n'est plus une force d'opposition au système, *elle s'y est intégrée* et contribue à le « reproduire » - la rhétorique de la Guerre froide ne constituant à cet égard qu'un écran de fumée. Il faut convenir que depuis longtemps (1929 déjà ? en tout cas depuis le « partage de Yalta » en 1945) la révolution léniniste a été institutionnalisée et incorporée au fonctionnement du système-monde. Elle y entretient des conflits, mais pas d'antagonisme inconciliable. Mais l'idée de Wallerstein (qui évidemment ne lui est pas propre, mais à laquelle il donne un tranchant remarquable) va plus loin : la nouvelle gauche qui surgit en 68 aurait compris que la stratégie commune à la social-démocratie et au Bolchévisme, celle des « deux phases révolutionnaires » (ou réformistes) :

d'abord s'emparer du pouvoir d'Etat, pour *ensuite* l'utiliser afin de transformer la société, en réalité *n'engendre jamais l'émancipation*. Quelle que soit la diversité des mouvements qui surgissent en 68 et affrontent le système de pouvoir là où ils se trouvent, ils auraient tous en commun de critiquer *à la fois la droite et la vieille gauche*, dont l'hostilité officialisée constitue un obstacle majeur devant la remise en question du système lui-même. Ce que, dans sa « confusion » apparente, la nouvelle gauche soixante-huitarde aurait fait surgir et commencé à élaborer, c'est une nouvelle stratégie d'émancipation qui vise les institutions et les pratiques de *toute* la société (qu'on l'appelle ou non « civile ») au lieu de se fixer sur la conquête du pouvoir d'Etat. En ce sens, 68 est bien, par excellence, la « révolution dans la révolution ».

Que nous soyons d'accord ou non avec cette conclusion, il faut donner toute son importance au point de vue *mondial* proposé ici. Il oblige à relativiser les modalités spécifiques du « Mai français », mais nous aide aussi à mieux comprendre les aspects qui sont énigmatiques d'un point de vue purement local. Je retiendrai la pertinence de la représentation d'une révolte qui *combat sur deux fronts* et dont, par conséquent, l'idéologie ne peut qu'être intérieurement *divisée*. Mais je pose également que le fait de « monter » d'emblée à l'échelle planétaire pour s'y installer de façon synoptique peut engendrer une redoutable abstraction. Je préférerais retenir comme caractéristique essentielle des soulèvements et des conflits politiques qui se succèdent rapidement tout en se déplaçant sans cesse au cours d'une décennie environ, à la fois leur *singularité* et leur *transversalité* : pas d'organisation ou de plan, mais un mouvement de contagion qui traverse les frontières séparant le monde en « parties » ou en « camps » : comme s'il émigrerait en se *traduisant* au fur et à mesure du Nord au Sud et inversement, de l'Est à l'Ouest et inversement. C'est pourquoi les *voix de 68* demeurent multiples, mais se font écho à travers les frontières.

On ne saurait négliger les différences considérables d'un lieu et d'un moment à l'autre, qui affectent en particulier le *niveau de violence* dans la répression, compte tenu de la nature des régimes politiques, de la militarisation ou de la corruption du pouvoir. Les étudiants parisiens érigent des barricades, mais ils ne font pas face à des chars, comme à Prague, et le Mai français ne comptera finalement que quelques morts individuels, alors que Tlatelolco est le théâtre d'un massacre... Mais l'exigence d'autonomie et le rejet des formes de gouvernement autoritaires sont généralisés. Tout aussi important - même s'il faudra préciser ce point, en assigner les limites - le fait que des *barrières de classes sont transgressées* tout autant que les frontières géopolitiques : le mouvement réunit des ouvriers, des paysans, des étudiants, des intellectuels, des professionnels variés. Cette remarque prend tout son sens quand on la recoupe avec le fait massif d'une participation et d'une capacité d'entraînement de la *jeunesse* à travers le monde, ce qui a conduit certains commentateurs à décrire l'insurrection (bien qu'avec un point d'interrogation) comme une « lutte des classes d'âge » plutôt que des classes sociales.^[7] Cette idée importe ici également parce qu'elle éclaire le phénomène de *transversalité* planétaire : nous sommes à un moment où des nouveautés culturelles se répandent dans le monde entier (en provenance de la « contre-culture » américaine, mais aussi d'ailleurs, sous l'influence des mouvements de libération du Tiers-Monde) ; où les systèmes éducatifs voient leurs fonctions et leur recrutement se transformer massivement dans tous les Etats ; où des jeunes portés à l'esprit critique envers le système dans lequel ils vivent, et à se révolter contre leurs Etats respectifs, ont perdu leurs illusions quant au modèle soviétique, mais n'en guettent pas moins avec impatience les signes de fêlure dans l'ordre dominant. Les luttes de libération, la victoire de Castro et de Guevara à Cuba, et plus que tout le combat des Vietnamiens contre l'impérialisme aimantent ces aspirations : le Vietnam ne devient pas seulement une cause commune aux jeunes réfractaires américains, blancs et noirs, bourgeois

et ouvriers, il constitue l'étincelle qui « met le feu à la paille » autour du monde dans les années 68.

Mais alors, l'énigme grandit : si les révoltes sont aussi largement répandues, internationales, créatrices, pourquoi le système-monde s'en tire-t-il finalement si bien ? pourquoi l'ordre social et politique est-il rétabli partout, et semble même se renforcer au terme d'une décennie de soulèvements ? Poser ainsi la question, c'est déjà fournir une partie de la réponse. Tandis qu'au début du 20^{ème} siècle le surgissement du communisme comme un mouvement révolutionnaire centralisé avait dérangé toute la logique du capitalisme et de l'impérialisme, en les forçant à introduire des changements fondamentaux dans les rapports sociaux et la distribution du pouvoir d'Etat, les mouvements « antisystémiques » indépendants des années 68, combattant en ordre dispersé avec des objectifs à chaque fois différents ne pouvaient manquer d'être vaincus par leurs adversaires, sans que leur inspiration transnationale soit vraiment d'aucun secours. Mais cette conclusion va trop vite. Je voudrais lui apporter deux correctifs.

D'abord, si nous observons comme une seule chaîne insurrectionnelle les mouvements d'émancipation qui surgissent entre la moitié des années 60 et celle des années 70, nous voyons comme *trois grands conflits* qui tendent à se rejoindre : une révolte contre la logique du capitalisme à l'Ouest, visant les inégalités, l'organisation « taylorienne » du travail, les formes aliénantes de la nouvelle consommation de masse ; une lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme au Sud (où l'impérialisme américain prend la relève des anciennes puissances impériales, et par conséquent polarise les résistances) ; une révolte contre le pouvoir « communiste » autoritaire, d'autant plus irréductible quand elle se combine avec une revendication d'indépendance nationale. Nous pouvons faire l'hypothèse qu'une « fusion » des trois critiques du capitalisme, de l'impérialisme et du communisme d'Etat formait l'horizon commun du « mouvement » tout entier, le contenu virtuel d'une « révolution dans la révolution » dont tant d'entre nous rêvaient à l'époque. *Si une telle fusion s'était produite* (ce qui revient à dire : si elle avait été possible), alors peut-être aurions-nous assisté à la « transformation du monde »... Il reste remarquable que tant d'idées, de mots, d'individus aient circulé entre parties du monde, illustrant l'énergie potentielle de la rencontre (le rayonnement du *Black Power* en étant peut-être le symptôme le plus visible). Mais il est aussi remarquable qu'un certain obstacle n'ait jamais été levé. Avec le recul je dirai que cet obstacle était essentiellement constitué par le « socialisme réellement existant » (formant le noyau de ce que Wallerstein appelle la vieille gauche), parce qu'il combinait l'exercice d'une fonction géopolitique conservatrice avec le « monopole » historique du langage révolutionnaire. Même la nouvelle gauche (bien que pas dans sa totalité) a eu tendance à se penser elle-même dans les termes d'une *restauration de l'idéal perdu (trahi) du communisme*, dans sa pureté idéale (léniniste, ou conseilliste). C'est pourquoi, quand elle n'est pas devenue réformiste, elle est restée bloquée dans l'ombre de la vieille gauche qu'elle contestait parfois violemment... Cette configuration est déterminante. En particulier (combinée avec l'idée douteuse suivant laquelle la Chine constituait pour le peuple vietnamien un meilleur allié que l'URSS), elle explique le prestige de la Révolution Culturelle Chinoise auprès des jeunes militants, qui la percevaient à la fois comme une démonstration de la possibilité de « retrouver » le léninisme originel par-delà sa dégénérescence étatique, et comme une fusion miraculeuse des trois grandes critiques : anticapitaliste, anti-impérialiste, antistalinienne.

Mais l'épisode qui, à mes yeux du moins, avec toutes ses caractéristiques spécifiques, son ancrage dans une longue histoire nationale et dans la tradition révolutionnaire, illustre le mieux les possibilités d'une fusion virtuelle entre différents mouvements d'émancipation dans

cette période, c'est *l'unité populaire chilienne*. J'y vois le dernier maillon de la chaîne insurrectionnelle mondiale, non seulement parce que dans la mémoire de ma génération l'écho de son sort tragique continue de résonner comme au premier jour, mais parce que sa prise en compte nous amène à articuler la question de la *révolution* et celle de la *contre-révolution*.^[8] C'est la seconde observation que je voulais faire. Salvador Allende fut élu président en novembre 1970 et assassiné le 11 septembre 1973 lors du coup d'Etat militaire du Général Pinochet organisé avec le soutien des Etats-Unis (« l'autre 11 septembre », comme ne se lasse jamais de l'écrire Ariel Dorfman). Or celui-ci n'avait rien d'un événement isolé : il prend toute sa signification dans le cadre de ce qu'il faut bien appeler la *contre-révolution d'après 68*, qui se prépare dans les années précédentes. Au fond, l'indication la plus claire de ce qu'il existait un potentiel révolutionnaire *réel* dans la rencontre *virtuelle* des différents mouvements « antisystémiques » de 68, c'est la mise en branle d'un processus de *contre-révolution organisée* pour les anéantir. A l'évidence les élites exerçant le pouvoir dans le système avaient pris le défi très au sérieux. Et cette contre-révolution produisit des *changements radicaux* dans les structures économiques, politiques et idéologiques du capitalisme contemporain : elle marqua le début d'une transition vers le capitalisme dans lequel nous vivons aujourd'hui. Je dirai que ce que nous appelons « néo-libéralisme » est fondamentalement une réaction à 68, une conséquence de la stratégie mise en œuvre par le capitalisme pour neutraliser les forces qui avaient menacé son hégémonie pendant les années 68, et détruire les conditions de possibilité de leur convergence.^[9] Seule cette stratégie permit aux *tendances* de modernisation du capitalisme à l'œuvre dans l'économie-monde et aux efforts géopolitiques pour étouffer les conflits sociaux au sein du capitalisme qui puisaient une partie de leur inspiration dans la trace des révolutions socialistes, de se rejoindre et de franchir un seuil d'efficacité décisif. C'est en 68 qu'on assiste aux dernières tentatives pour démocratiser de l'intérieur les régimes socialistes et qu'elles sont écrasées, ce qui fit comprendre à l'extérieur que le socialisme de style soviétique avait épuisé ses capacités de transformation. Peu de temps après, le camp occidental (avant tout les Etats-Unis) découvrit les possibilités qu'offrait le conflit sino-soviétique pour jouer les uns contre les autres et conquérir des positions d'influence à l'intérieur même du Tiers-Monde anti-impérialiste. Mais 1973 est une date symbolique pour d'autres raisons encore : elle coïncide avec la décision de Nixon d'imposer un nouveau standard monétaire et donc un nouvel ordre financier dans le monde, ce qui abolissait l'une des conditions du « compromis social » de type keynésien. Enfin c'est en 1973 qu'est officiellement fondée la *Commission Trilatérale*, dont l'objectif est de coordonner et d'éclairer la modernisation des régimes économico-politiques au Japon, en Europe occidentale et en Amérique du Nord. *La doctrine « mondialiste » de la Trilatérale peut être considérée comme une systématisation de l'idéologie anti-68*. En France, figurent parmi les membres éminents de la Trilatérale des économistes comme Raymond Barre et Jacques Delors, respectivement conseillers et ministres des Présidents qui mettent fin au gaullisme historique (Giscard d'Estaing et Mitterrand).^[10]

Mouvements décalés : une synthèse disjonctive

J'explorerai maintenant une question corrélative, qui concerne la façon dont s'articulent les forces et les modalités de la « conscience politique » en mai et juin 68 en France : ce qu'on pourrait appeler en termes lukaciens la constitution du « sujet-objet » de l'événement, dont je pense qu'il est affecté d'un *décalage essentiel* entre les acteurs et qu'il engendre une série de dilemmes stratégiques.

Il ne sera pas inutile de rappeler ici la façon dont Marx, dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (publié en 1852) avait construit son tableau du conflit entre les « classes » de la

société française pendant la révolution de 48. Comme on sait, elles ont pour lui deux modes d'existence, et c'est le processus révolutionnaire lui-même qui détermine (ou non : dans le cas des paysans) le passage d'un mode à l'autre : la « classe en soi » (*Klasse an sich*) que définit simplement une situation économique commune, c'est-à-dire, pour Marx, un même rapport à la propriété, et la « classe pour soi » (*Klasse für sich*), rassemblée par la défense politique d'un intérêt social commun et l'adhésion à une idéologie tendanciellement commune. Je ne doute pas qu'on puisse envisager Mai 68 comme un nouvel épisode dans la longue histoire des « luttes de classes en France », dans lequel se jouent non seulement des rapports de forces sociales mais la forme même de ce que Marx appelait le *pouvoir d'Etat* et l'*appareil d'Etat*, c'est-à-dire de l'institution politique. L'énorme grève générale de 10 millions d'ouvriers et de salariés pendant plus d'un mois (certaines entreprises ayant continué encore pendant tout le mois de juin), la plus grande peut-être de l'histoire (et dépassant les dimensions de 1936), en est la manifestation la plus claire. Une fois de plus la « classe en soi » est devenue « classe pour soi », force politique.

Un autre élément de comparaison avec la description de Marx réside dans la nature et la fonction des « tiers » par rapport au schéma des classes fondamentales. Marx pensait qu'en 1848 la victoire de la contre-révolution avait été favorisée par l'existence, à côté des classes « organisées », d'une *masse externe* de petits-bourgeois et de paysans (représentés en grand nombre, en particulier, dans l'armée) sur lesquels l'Etat avait pu s'appuyer contre les ouvriers. Le schème d'interprétation du conflit tel qu'il le construisait finalement n'était donc pas binaire mais *ternaire*, reposant sur deux forces « centrales » et un *supplément* ou un *reste* dont l'intervention ou l'instrumentation s'avérait décisive. Je pense qu'en 68 en France également on a affaire à une complexité qui ne se laisse pas réduire à l'épure des luttes de classes « structurelles » telles que les définit la théorie. Je pense aussi que les comportements des « marxistes » en général (aussi bien du côté du Parti communiste et donc de la CGT qui disposait par rapport à lui de très peu d'autonomie, que du côté des organisations trotskystes et maoïstes ou plus généralement « gauchistes ») sont largement dictés par les réminiscences du schéma marxien, où une nouvelle « petite-bourgeoisie » se substituerait à la paysannerie d'antan.^[11] Il faut *rouvrir* la question du dispositif des forces sociales et des formes de la conscience politique en 68, en tenant compte à la fois des formidables *composantes de classe* que la grève générale remet au premier plan, et des *divisions de la représentation*, qui brouillent la définition des positions et introduisent une grande incertitude dans la définition de ce qu'est une « politique de classe ».

Commençons par la question toujours controversée de la « rencontre manquée » entre la *classe ouvrière* (« sujet » collectif de la grève générale) et le *mouvement étudiant* (« sujet » de l'affrontement avec la police, bras armé de l'Etat, sur les barricades du Quartier Latin), autour duquel se réunissent des groupes d'enseignants, d'artistes et d'intellectuels. De quelle « rencontre » veut-on parler, dans une société non pas cloisonnée mais quand même fortement stratifiée ? Le débat continue aujourd'hui pour savoir si elle eût vraiment lieu, au-delà de quelques grandes manifestations de rue, mais où chacun défilait avec les siens, et de quelques « comités d'action » importants symboliquement, mais bien loin d'entraîner la majorité des grévistes. Kristin Ross affirme que « la grande idée de Mai 68 fut la réunion de la contestation intellectuelle et de la lutte ouvrière ». Elle multiplie les exemples d'actions communes aux jeunes ouvriers et aux étudiants, affirmant qu'elles ont été refoulées dans les récits autorisés. Dans son propre livre qui vient de paraître, Ludvine Bantigny écrit : « On ne retient que trop les rencontres manquées, celles de grilles ouvrières refermées devant un cortège étudiant – et l'on songe à Boulogne-Billancourt, le 16 mai. C'est sans compter toutes les discussions nouées, les barricades construites ensemble et les pratiques concrètes de solidarité, au-delà

des mots et des idées. »[12] De mon côté j'emprunterai à Deleuze sa notion de *synthèse disjonctive* : la synthèse est réelle, mais la disjonction demeure, ce qui fait que la synthèse n'est pas une *fusion* politique. Elle recouvre des conflits, et des conflits dans le conflit, évoluant très rapidement avec la situation. C'est cette complexité qu'il nous faut approcher pas à pas.

Avant tout il faut affirmer qu'une rencontre a réellement eu lieu, dans le temps et dans la pratique. Il ne s'agit pas seulement du fait bien connu que la révolte étudiante (catalysée par les revendications de libertés, de transformation des enseignements et d'amélioration des conditions de vie à l'Université de Nanterre) et sa répression violente par l'Etat (la fermeture de la Sorbonne et le bouclage du Quartier Latin, suivi du matraquage des étudiants) servit de « détonateur » à la grève générale, il s'agit du fait que les pratiques convergent et se font écho : manifestations, et surtout *occupations* d'usines, d'universités et de lycées, d'écoles professionnelles, mais aussi de théâtres, d'établissements hospitaliers, etc.[13] Mais surtout je voudrais insister sur le fait que *ni les étudiants ni les ouvriers ne restent isolés dans la société* : c'est ce soutien massif des familles, des municipalités distribuant des secours pour compenser les pertes de salaires, des commerçants ouvrant un crédit illimité, des fonctionnaires, des prêtres progressistes, des artistes formés à l'esprit du « théâtre populaire », etc., qui *isole le gouvernement* et qui inscrit les participants au mouvement dans un tissu de solidarités à la fois dense et spontané. Enfin, et ce n'est évidemment pas le moindre, il y a la dialectique « ami/ennemi » : tous les acteurs sont unis *négativement* mais fortement par leur opposition au régime gaulliste. C'est la « puissance de refus » sur laquelle Blanchot insiste tant, et que la grande manifestation du 13 Mai résume dans le slogan : « Dix ans ça suffit ! », clamant ainsi que le moment est venu de solder les comptes du coup d'Etat légalisé après coup de mai 58.[14] Les ouvriers et les étudiants ont un ennemi commun : les premiers rejettent la réforme de la Sécurité sociale, les seconds rejettent la réforme de l'Université, qu'ils perçoivent comme deux aspects d'une même politique autoritaire et antisociale. Tout ceci n'empêche pas que la rencontre qui se produit se fait entre des « masses » (de taille inégale : des millions d'ouvriers, quelques centaines de milliers d'étudiants) qui n'ont rien de fluide ou d'inorganisé. Elle n'abolit pas les rapports sociaux et les contraintes institutionnelles. Les ouvriers (bien plus qu'aujourd'hui) sont syndiqués, et les syndicats sont forts, influents, ce qui ne veut pas dire que tout ouvrier à tout moment *obéit* à des consignes syndicales, ou que les syndicats *imposent* leurs décisions aux ouvriers (on l'a bien vu à Billancourt et ailleurs).[15] Les étudiants aussi sont organisés, en particulier dans l'UNEF (dont l'importance vient de son activité pendant la Guerre d'Algérie, mais aussi des revendications matérielles qu'elle porte dans un moment de « paupérisation » relative de la population universitaire), et ils ont leurs propres leaders (Cohn-Bendit, Sauvageot et d'autres). Ces organisations n'ont ni la même idéologie ni les mêmes programmes. Mais surtout, plus profondément, les ouvriers et les étudiants n'ont pas la *même représentation de la société* et de son rapport au pouvoir politique. Même dans la spontanéité et dans l'autogestion leur culture n'est pas la même, et donc leurs pratiques divergent (comme le manifeste en particulier la grande incompréhension aux portes des usines sur la « sécurité de l'outil de travail »).[16]

De ce double constat : convergence réelle des actions, hétérogénéité des formes de conscience, dérivent des tensions virtuelles, qu'il est possible de négocier, ou au contraire d'envenimer. Les échos de l'esprit et du discours libertaire des étudiants sont indéniables chez les jeunes ouvriers, de même que la fascination pour les traditions de lutte du mouvement ouvrier parmi les étudiants. Mais la masse des ouvriers ne se mobilise pas pour un changement de régime politique, elle donne la priorité à l'obtention de résultats significatifs

dans la lutte pour les conditions de vie et pour des changements radicaux dans l'organisation du travail et la discipline d'usine, ce qui peut à l'occasion pousser bien au-delà du catalogue limité des revendications syndicales. Mes ouvriers ne sont pas apolitiques, loin de là, mais leur politique est avant tout une *politique du travail*. Les étudiants de leur côté, révolutionnaires ou non, combinent leurs protestations contre les mauvaises conditions de vie et d'étude dans les Universités avec un rejet généralisé des méthodes pédagogiques autoritaires, un besoin de participation dans la définition de leurs propres cursus, et une critique du moralisme de la société bourgeoise et de son familialisme, qui n'éveille pas beaucoup d'échos dans la classe ouvrière. Une rivalité mimétique, et même une haine réciproque, existe entre le parti communiste (qui contrôle la direction nationale de la CGT, malgré la tendance de certains dirigeants vers l'autonomie syndicale) et les groupes « gauchistes » (trotskistes ou maoïstes) qui veulent ramener le marxisme à ses origines révolutionnaires.

Mais bien plus intéressant que les débats théoriques est le fait qu'à la faveur du mouvement la vieille tradition du « syndicalisme révolutionnaire » tende à resurgir en face des méthodes d'organisation « verticales » au sein des deux grandes centrales : la CGT et la CFDT, lesquelles conservent cependant un rôle représentatif incontournable dans l'affrontement avec un pouvoir d'Etat centralisé et agressif. Et plus intéressant peut-être que les confrontations entre stratégies « réformistes » et « révolutionnaires » dont la rhétorique n'est pas très neuve, il y a la remontée du vieil antagonisme, jamais définitivement réglé, qui remonte au 19^{ème} siècle : entre Proudhon et Marx, anarchisme et communisme, c'est-à-dire entre les idéaux *d'autonomie et d'autogestion* d'un côté, *d'organisation et de centralisation* de l'autre. Cette dialectique interne à la tradition socialiste, une fois réouverte, se prolongera bien après 68, dans les débats qui entourent le « Programme Commun de Gouvernement » de la gauche, l'émergence de la « Nouvelle Gauche » et la signification des « Nouveaux Mouvements Sociaux ». Tous ces discours sont vivants (c'est pourquoi il est profondément erroné de croire, comme Slavoj Zizek, que « la rhétorique de l'autogestion a été appropriée par le capitalisme », un point c'est tout.)^[17] Inversement, le parti communiste, dont la direction est obsédée par la nécessité de s'appuyer sur le mouvement social tout en limitant son indépendance de façon à préserver sa propre capacité de manœuvre sur le terrain politique (essentiellement parlementaire), a certainement pu aggraver les tensions jusqu'à la scission, mais ce n'est pas lui qui *crée les décalages* de conscience et de culture, qui sont inhérents aux traditions politiques et à l'imaginaire collectif de la société française.

Reprenons donc la question des « sujets ». Les schèmes marxistes sont certes utiles, mais à condition de subir un déplacement. Ce qui se produit en mai, c'est un conflit généralisé avec l'Etat autour duquel s'organise la défense de la bourgeoisie et du patronat capitaliste (que je ne confonds pas purement et simplement), et auquel prennent part plusieurs groupes sociaux. Mais à la différence de ce qui exista momentanément en 1848, on n'aura jamais de « fusion » des forces anti-bourgeoises et anticapitalistes au sein d'un seul « parti du mouvement » : c'est pourquoi aussi il n'y eut pas de changement de régime. C'est pourquoi aussi j'ai proposé le terme de synthèse disjonctive, et je trouve intéressant de pousser l'analyse dans ce sens parce qu'il ouvre des possibilités de comparaison avec d'autres « moments » de la conjoncture de 68 dans le monde. D'autres situations se présentent aussi dans la figure de la synthèse disjonctive, même si c'est avec une composition politique différente et d'autres rapports de forces sociales. Je pense en particulier à la situation américaine (Etats-Unis), où la classe ouvrière, en apparence au moins, ne joue pas de rôle actif dans les mouvements de 68, et où la question de l'unité d'action concerne avant tout le mouvement étudiant et les luttes d'émancipation de la communauté noire, qui ont reçu une nouvelle impulsion avec la

naissance du Black Power et la radicalisation croissante de la campagne pour les droits civiques (avant l'assassinat de Martin Luther King) : l'ennemi commun c'est l'appareil de pouvoir de l'impérialisme américain engagé dans la Guerre du Vietnam qui affecte tout le pays ; mais aucun langage unifié, aucune stratégie commune n'émergent jamais.^[18]

Il est tentant de proposer une *règle générale* : partout dans le monde les insurrections et les contestations de 68 ont impliqué des étudiants, un mouvement étudiant plus ou moins massif et organisé, et partout s'est posée la question de leur unification ou de leur fusion avec un autre mouvement social ou avec une « classe » dans le sens large du terme ; mais celle-ci n'est jamais la même (ce sont tantôt les paysans, tantôt les ouvriers, tantôt les membres de communautés qu'on appellerait aujourd'hui « racisées ») ; enfin partout la disjonction subsiste au sein de la synthèse, affectant la « capacité politique » du mouvement et survivant à son moment de confrontation directe avec le pouvoir hégémonique. A quoi vient s'ajouter la question du *reste* ou du *supplément* que représente un acteur moins visible dans le conflit, dont les dualismes précédents ne rendent pas compte, mais qui peut contribuer fortement à lui donner sa figure politique, et notamment sa dimension démocratique (je vais y revenir). Je pense aujourd'hui que, dans le Mai français, ce partenaire invisible est le mouvement féministe à l'état naissant (qu'on a parfois baptisé la « seconde vague » du féminisme historique). Une partie de ses sources d'inspiration vient, on le sait, des Etats-Unis, mais ce n'est certainement pas un hasard si les initiatives et les organisations qui le portent au grand jour se produisent aussitôt après 68, entre 1970 et 1973 (lorsque, notamment, les protestations contre la criminalisation de l'avortement s'organisent pour défier l'autorité judiciaire), et sont animées par des femmes (comme Monique Wittig et Antoinette Fouque) qui ont toutes activement participé aux comités d'action, aux groupes de parole et aux occupations de mai 68.^[19] Tel pourrait bien être le « supplément » le plus significatif qui oblige à dépasser les schémas de confrontation binaires comme « ouvriers et étudiants », quelle que soit leur visibilité dans la conjoncture immédiate.

Si je me retourne maintenant vers les questions abordées l'une après l'autre au cours de cette note, je ne puis éviter de penser que, dans la tradition marxiste, le modèle d'une « analyse des situations » qui convient ici le mieux est celui que proposait Gramsci et que précisément, à la suite de mai 68, des théoriciens comme Poulantzas ou Laclau et Mouffe ont cherché à actualiser, en insistant sur la façon dont le conflit circule entre le domaine privé et le domaine public, ainsi que sur la multiplicité des acteurs dont les moments d'unité et de désunion peuvent expliquer les fluctuations de l'hégémonie entre des « blocs historiques » antithétiques. L'affrontement avec l'Etat joue un rôle décisif, parce que ces agents, si hétérogènes soient-ils, font front commun contre une organisation du pouvoir qui est *centralisée au sein de l'Etat* (et pour cette raison il nous faudra essayer d'en dire plus sur la figure spécifique du pouvoir d'Etat qui était dominante en France et dans des pays semblables à cette époque). Mais le conflit se joue essentiellement au travers d'une *politisation généralisée de la société*, qui se ramifie dans toutes les institutions et les pratiques « privées » (pour lesquelles Althusser, dans la lignée de Gramsci et cependant en opposition avec lui, inventera alors l'expression d' « appareils idéologiques d'Etat »), il abolit les distances statutaires (techniciens et ouvriers, étudiants et enseignants, ou même médecins et patients dans certains hôpitaux psychiatriques), ou du moins il les suspend momentanément. D'où cette puissante tendance à réactiver les figures de la citoyenneté active et de l'autonomie de la société qui, historiquement, ont donné une tonalité « populaire » à l'activité du corps politique (comme à l'époque, précisément, du « Front populaire »). Mais cette politisation est fragile, elle est exposée au *renversement de la tendance hégémonique*, qui peut être très rapide : et c'est ce qu'on observe dès le mois de juin, lorsque le pouvoir gaulliste (qui peut aussi se

réclamer d'une légitimité populaire, nationale et patriotique, en dépit de l'impureté de ses origines) réussit à imposer et à gagner les élections. Alors – pour emprunter à nouveau aux catégories de 1848 – ce n'est plus le « Mouvement » qui décompose « l'Ordre », mais « l'Ordre » qui décompose le « Mouvement ».^[20]

[1] « Mai 68 n'a pas eu lieu », *Les nouvelles*, 3 au 9 mai 1984, réédité dans *Deux Régimes de fous*, Textes 1975-1995 réunis par D. Lapoujade, Editions de Minuit 2003.

[2] Interview de Judith Revel et Jacques Rancière par Eric Aeschmann, *Libération*, 24 mai 2008.

[3] Louis Althusser, *Sur la reproduction*, préface par E. Balibar, PUF 2011, coll. « Actuel Marx-Confrontations ».

[4] Kristin Ross, *May '68 and its Afterlives*, University of Chicago Press 2002 (traduction française, Agone 2005).

[5] Voir *Ce que la vie m'a appris*, de Georges Séguy. Préface de Bernard Thibault. Les Editions de l'Atelier, 2017.

[6] Voir en particulier “1968, Revolution in the World-System: Theses and Queries”, reprinted in *The Essential Wallerstein*, The New Press, New York 2000. Je rappelle qu'en 68 Wallerstein, jeune assistant de sociologie à l'Université Columbia de New York, avait participé activement au mouvement, dans lequel étaient engagés des étudiants, des enseignants, des militants du quartier. Sur le concept de « mouvements antisystémiques », voir S. Amin, G. Arrighi, A.G. Frank et I. Wallerstein, *Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Ed. La Découverte, 1991

[7] Edgar Morin, Claude Lefort, Cornelius Castoriadis: *La Brèche, suivi de Vingt ans après*, Editions Fayard 1988.

[8] Il y a quelque chose d'injuste à situer en 1973 l'épisode « final » du 68 élargi, parce que cela semble oublier ou minimiser d'autres moments d'émancipation, comme la « révolution des œillets » au Portugal et la chute de la dictature des colonels l'année suivante, etc. J'admets un élément de simplification dans le tableau que je dresse.

[9] Il se peut que cette thèse paraisse semblable à celle que Luc Boltanski et Eve Chiappello ont exposée avec brio dans leur livre *Le Nouvel Esprit du Capitalisme* (Gallimard, 1999) : j'y reviens ci-dessous.

[10] La doctrine de la Trilatérale est exposée dans le « Rapport sur la Gouvernabilité des Démocraties » publié sous la responsabilité de Samuel Huntington, Michel Crozier et Joji Watanuki (1975). Voir le commentaire éclairant de Claus Offe: “Ungovernability: the renaissance of conservative theories of crisis”, in *Contradictions of the Welfare State*, The MIT Press 1984. Grégoire Chamayou vient de soutenir en détail une thèse analogue à la mienne dans *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Editions La Fabrique 2018.

[11] Non seulement la petite paysannerie française en 68 ne joue pas le rôle « contre-révolutionnaire » que lui avait assigné Marx, mais elle est l'un des foyers de la contestation et de l'imagination autogestionnaire. Cette impulsion se prolongera au-delà de la conjoncture immédiate : on pense à l'aventure collective du Larzac à partir de 1971, où l'élément antimilitariste, dont je reparlerai, joue un rôle décisif.

[12] Bantigny, Ludivine : *De grands soirs en petits matins*, Le Seuil. 1968, p. 46.

[13] Lorsqu'on parle de détonateur, on ne doit pas oublier que les mois précédents avaient vu se multiplier les grèves dures et prolongées, parfois accompagnées de séquestrations et d'occupations d'usines, comme à Saint-Nazaire (Chantiers de l'Atlantique) en 67, à la Rhodiaceta de Besançon également en 67, à Sud-Aviation Bouguenais en 68...

[14] See Maurice Blanchot, *Mai 68, révolution par l'idée*, Gallimard folio 2018.

[15] Il n'y a pas de toute, rétrospectivement, que mai 68 a créé un ébranlement très fort dans les organisations syndicales, qui a donné lieu notamment, au cours des années suivantes, à une lutte « occulte » au sein de la CGT entre la ligne réformiste emmenée par Georges Séguy et d'autres dirigeants (Buhl, Moynot, Christiane Gilles, Jacqueline Lambert), qui souhaitaient affirmer l'autonomie du syndicat, et la ligne conservatrice emmenée par son successeur Henri Krasucki, déterminée à renforcer le contrôle du Parti communiste sur ce qui était encore à l'époque le principal syndicat ouvrier français. Séguy (communiste dès son engagement dans la Résistance à l'âge de 15 ans) s'est « repenti » après coup de ne pas avoir transformé ce conflit en un débat public, à l'encontre de la « discipline de parti », ce qui a permis aux conservateurs de l'emporter et de neutraliser une partie de l'héritage de 68 au sein de la CGT.

[16] Les récits « gauchistes » du conflit sur cette question cruciale vont beaucoup trop vite à expliquer le souci de protéger les installations industrielles contre la dégradation ou le vandalisme, par un mot d'ordre des centrales syndicales et des « bonzes syndicaux » désireux d'interdire les contacts dont ils n'auraient plus le contrôle. Cet objectif n'est qu'une partie du problème. Témoignage pour témoignage, j'ai moi-même éprouvé la profondeur de ce souci dans les conversations à l'entrée de la SNECMA, la grande usine de moteurs d'avions qui existait encore en 68 à Paris, Boulevard Kellermann à proximité de chez moi.

[17] [17] Slavoj Žižek: “La véritable leçon à tirer de Mai 68”, *Le Monde*, 02.06.2008. Un après-coup de mai 68 où l'idée d'autogestion montre sa vitalité est la longue lutte des travailleurs de l'horlogerie Lip (1970-1976) pour faire vivre l'entreprise comme une coopérative après la faillite de son propriétaire. Seule la suppression des crédits bancaires à la demande expresse du gouvernement Giscard d'Estaing excédé par ce mauvais exemple permit d'en venir à bout. Voir le film de Christian Rouaud : *Les Lip, l'imagination au pouvoir* (Pierre Grise Distribution 2007).

[18] Il faudrait ici avoir le temps de rapporter et discuter les épisodes de « rencontre manquée » qui se sont déroulés en particulier sur les campus de Berkeley et de Columbia.

[19] Je ne prétends évidemment pas ici trancher tous les conflits d'interprétation. Des féministes comme Geneviève Fraisse soutiennent que le lien est faible, parce que la parole publique des femmes, si caractéristique du nouveau féminisme, est inexistante en 68. D'autres comme Michelle Perrot soulignent le fait que leur expérience au sein du « soulèvement » a immédiatement engendré une multiplicité d'initiatives et intensifié la conscience collective

qui se transformera en « mouvement » autonome. On ne doit pas non plus exclure un troisième scénario, qui fait de l'essor du féminisme une réaction au sexisme existant dans le mouvement de 68 (une anecdote symbolique veut que les « filles » du mouvement étudiant aient accepté de faire la cuisine dans la Sorbonne occupée, alors que celles de Columbia l'avaient nettement refusé). N'oublions pas ici non plus la dimension internationale, en particulier l'intérêt des comparaisons franco-italiennes. Dans *Noi Operaisti* (DeriveApprodi 2009), Mario Tronti a soutenu que le féminisme était le seul mouvement issu de 68 qui a continué de se développer et s'est renforcé jusqu'à aujourd'hui, ce que je trouve assez convaincant. Voir l'essai très intéressant de Nicole Mosconi sur « Mai 68 : le féminisme de la « deuxième vague » et l'analyse du sexisme en éducation », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle* 2008/3 (Vol. 41), p. 117-140. On oublie aussi trop souvent qu'une « vague féministe » se dessina aussi après 68 dans les syndicats et notamment dans la CGT (emmenée par Christiane Gilles et les rédactrices du journal « Antoinette »). Elle fut neutralisée par la direction syndicale après la défaite du courant « réformiste » de Georges Séguy, Jean-Louis Moynot et autres. Sur tout ceci voir Joelle Brunerie-Kaufmann « Un catalyseur des luttes féministes », in *Hommes et Libertés*, Ligue des Droits de l'Homme, n° 182, juin 2018, numéro spécial « 68 La tectonique de mai ».

[20] Par ces considérations hypothétiques, je prends position *de facto* contre une autre représentation : celle qui installe sur deux plans radicalement hétérogènes, sans communication et surtout sans rapport de force entre eux, les deux formes du « politique » : la forme anti-institutionnelle (grève, manifestations, auto-organisation) et la forme institutionnelle (élections). Le renversement de conjoncture risque alors d'apparaître comme une « malencontre », une « fatale erreur » ou une « trahison » qui aurait conduit à substituer une forme à une autre, plutôt que comme l'une des évolutions possibles d'un rapport de forces qui se joue sur plusieurs tableaux à la fois.